

# Voleurs de terres !

**P**roudhon, ouvrier et intellectuel de souche paysanne, écrivait « la propriété, c'est le vol ». Il aurait pu ajouter « la propriété, c'est le crime ». Aussi loin que se projette notre mémoire collective, le tranchant de l'épée fut l'argument fondamental de persuasion opposé aux peuples pour s'emparer de leurs territoires, de leur terre. Les guerriers furent très tôt flanqués de prêtres, gourous, prédicateurs, ecclésiastiques en certitudes pour donner l'illusion d'une justification divine, au-dessus de la volonté humaine. Des prières pour oublier les massacres. L'union du sabre et du goupillon a fait florès jusqu'à nos jours où la tradition, sous des justifications embarrassées, se perpétue dans les terres bibliques.

Mais dans notre monde contemporain, où les droits de l'homme font de belles pages d'écritures et la réalité de beaux charniers, les militaires dans le domaine des conquêtes cèdent la vedette aux financiers. Moins sanglantes les forces de l'argent n'en sont pas moins avides d'espaces, elles détroussent et exploitent avec efficacité les populations autochtones.

En agriculture les convoitises de certains pour le champ du voisin sont bien connues, et l'agrandissement, corollaire obsédant, une des causes majeures de la disparition des paysans. L'avidité de la performance a déjà provoqué une nouvelle ruée vers l'Est, où des sociétés espagnoles, autrichiennes, italiennes, françaises, s'emparent en Roumanie, en Ukraine de terres fertiles à des prix bradés. Mais les bouleversements climatiques avec le spectre de crises alimentaires ouvrent aux fortunés des perspectives attrayantes, d'autant que les convulsions bancaires les amènent à délaisser les placements hasardeux pour investir dans la solidité des terroirs.

Ainsi, le Pakistan, la Birmanie, le Cambodge, le Vietnam, le Kazakhstan et bien d'autres, jusqu'au Soudan dont les populations sont affamées, soldent leurs terres aux Émirats arabes, à la Chine, au Japon.

Que sera l'avenir quand les terres

agricoles de ces pays liquidées contre quelques billets seront contrôlées par des puissances et des investisseurs étrangers, la misère comme futur à la misère ?

Déjà s'élève de partout, en mille langues le cri des peuples. « Gardarem la terrà ! »

**Michel Curade,**  
ancien paysan dans l'Aude



## États des lieux

# La chasse aux terres cultivables est ouverte

**L'«accaparement des terres» est l'un des effets collatéraux de la double crise, alimentaire et financière, de l'année 2008. Une façon pour les pays, assis sur de confortables réserves de devises, d'assurer leur sécurité alimentaire et une stratégie pour les investisseurs privés de spéculer.**



L'affaire Daewoo – firme coréenne qui convoite 1,3 million d'hectares de terre malgache – est une des sources de mécontentement populaire à Madagascar qui a fait plus de cent morts en février...

**R**arement un dossier foncier aura autant enflammé la presse Daewoo Logistics<sup>(1)</sup> confirme, le 17 novembre 2008, la conclusion d'un accord de location, pour 99 ans, de 1,3 million d'hectares de terres à Madagascar pour produire du maïs et de l'huile de palme. L'essentiel de la production, devant être assurée par une main-d'œuvre originaire d'Afrique du Sud, est destiné à la Corée du Sud, très dépendante de ses importations en maïs. La médiatisation de l'affaire augmente lorsque le *Financial Times* indique que la location pourrait se faire gratuitement. Un « Collectif pour la défense des terres malgaches » met en ligne une pétition pour lutter contre cette prédation et récolte 3 500 signatures en deux mois<sup>(2)</sup>. Début février, le gouvernement malgache nie que les accords ont déjà été donnés. Quant au directeur financier de la firme coréenne, il reconnaît que le projet est désormais compromis au vu de son impact sur l'opinion publique. Une victoire pour le peuple malgache ?

« Ne baissons pas la garde, l'affaire est seulement suspendue. Elle fait actuellement l'objet d'une enquête interminable. Les intentions du gouvernement

malgache sont claires : il y a un an, celui-ci a conçu une loi sur les investissements qui favorise l'octroi des terres aux entrepreneurs étrangers. Par contre, beaucoup moins claires sont les informations diffusées par les autorités publiques ou les firmes, souvent contradictoires ou même fausses », indique Renée Vellvé, de l'ONG GRAIN<sup>(3)</sup>, qui vient de réaliser une enquête sur la question : en 2008, une centaine d'opérations de ce genre sont en cours sur la planète.

« La grosse difficulté de ce travail est de se procurer des renseignements précis – nombre d'hectares, sommes impliquées, finalités précises, conditions associées... – et de vérifier leur exactitude. On a même l'impression que le climat de secret qui entoure ces accords est grandissant, par méfiance ou par peur des réactions du public », ajoute-t-elle.

Les premières opérations de ce genre ont débuté en 2006. Mais elles se sont vraiment accélérées en 2008. Comment en est-on arrivé là ?

D'abord, un réflexe de « sécurité alimentaire » : la hausse spectaculaire des prix des denrées agricoles sur les marchés internationaux en 2007-2008, le changement climatique, la destruction des

sols, la perte des ressources en eau et la stagnation des rendements des monocultures sont autant de menaces qui pèsent sur les ressources alimentaires de la planète. Ceci se traduit par des prévisions de marchés tendus, de prix élevés et de pressions pour obtenir plus des terres agricoles.

Dans le même temps, un contrecoup de la crise financière : les marchés de dérivés s'étant effondrés, mieux vaut se tourner vers des secteurs, comme l'agro-business et le foncier, jugés plus sûrs et plus rentables. Il faut bien produire de la nourriture, les prix vont rester élevés, des terres bon marché sont disponibles, l'investissement sera rentable.

## Deux scénarios d'intervention

À y regarder de plus près, cette razia sur les terres cultivables des plus démunis recouvre deux types de stratégies. Premier cas de figure, ce sont les gouvernements qui avancent à visages découverts – ou à peine voilés, via leurs fonds souverains – prônant les vertus d'un partenariat « gagnant-gagnant ». L'Arabie saoudite, la Chine, la Corée,

## « Les Philippines pourraient être confrontées à une pénurie de riz, mais elles pourraient renforcer les stocks des États du Golfe pour certains produits alimentaires comme les bananes, les ananas, le blé, les légumes et d'autres produits agricoles »

Gil Herico, attaché agricole pour le Moyen-Orient, gouvernement des Philippines  
(source : Gulf News, 22 juillet 2008. <http://tinyurl.com/5uts7a>)

la Libye, par exemple, envoient leurs émissaires dans une sorte de chasse au trésor diplomatique, à la recherche de terres agricoles dans des pays comme l'Ouganda, le Cambodge, le Pakistan, voire même le Soudan où tentent de survivre les 5,6 millions de réfugiés du Darfour. Cet État serait prêt à céder à des investisseurs étrangers 880 000 hectares de terre arable – territoire presque aussi grand que l'Île-de-France –, pour 670 millions d'euros.

De façon plus discrète, des multinationales de l'agro-alimentaire, et parfois des sociétés purement financières (fonds de capital-investissement, etc.), signent des contrats de location ou d'achat de terres pour la production alimentaire et celle des agrocarburants. Pourtant, jusqu'à présent, le foncier n'avait rien d'un investissement attrayant, perçu comme source de conflits politiques, nécessitant travail et capitaux pour améliorer les capacités de production.

« C'est la conjonction des crises alimentaire et financière qui a transformé les terres agricoles en un nouvel actif stratégique », résume Renée Vellvé. Désormais, prendre le contrôle des meilleurs sols, proches des ressources en eau, aussi rapidement que possible peut s'avérer un excellent placement.

Ces deux types d'intervention se rejoignent car, dans les deux cas, c'est le secteur privé qui aura le contrôle. Même si ce sont des responsables publics qui négocient et concluent les transactions pour les contrats d'accaparement des terres, des sociétés privées étrangères seront chargées de la mise en œuvre.

« Les firmes obtiennent de nouvelles formes de contrôle sur des terres agricoles pour produire une alimentation, non pas pour les populations locales, mais pour d'autres. Qui a dit que le colonialisme appartenait au passé ? », s'insurge la coordinatrice de GRAIN.

Ces offres d'investissements étrangers d'un nouveau type reçoivent très souvent un accueil favorable des gouvernements courtisés. Comment refuser de « l'argent

## Bouleversements des politiques foncières

**De nombreux pays changent actuellement leur législation en matière de politique foncière pour faire face à la crise alimentaire et à la crise du crédit. Ainsi gèrent-ils les pressions qui en résultent sur les terres agricoles.**

- Le gouvernement kazakh, pour rendre ses terres agricoles attractives aux yeux des investisseurs étrangers, met en place des politiques de répartition et de droits permanents d'utilisation des terres.
- Le Soudan, où la plus grande partie des terres appartient au gouvernement, accorde des baux de 99 ans à un coût très faible, sinon gratuitement.
- Le Pakistan a des règles claires qui permettent aux sociétés étrangères de posséder et d'exploiter des exploitations qui entrent dans la catégorie des « *corporate farms* » (fermes industrielles), le droit du travail du pays ne s'appliquant pas dans ces cas.
- En arrière-plan, la Banque européenne de reconstruction et de développement (Berd) et la Banque mondiale conseillent aux gouvernements de modifier les politiques et les pratiques de propriété foncière de façon à inciter les investissements étrangers dans des terres agricoles. La Banque mondiale a mis sur pied, en mai dernier, un « paquet » doté de 1,2 milliard de dollars pour répondre à l'urgence de la crise alimentaire et contribuer à l'adoption d'une solution pour le long terme», notamment en changeant les lois foncières<sup>(1)</sup>.

La Berd exercerait la même influence sur les gros exportateurs céréaliers d'Europe de l'Est, comme l'Ukraine, la Bulgarie ou la Roumanie.

« Permettre aux investisseurs étrangers de prendre facilement le contrôle des terres agricoles, c'est assouvir leur appétit et déclencher des conflits explosifs. La Banque mondiale et la Berd jouent dangereusement à ce nouveau Monopoly des terres agricoles », s'exclame Renée Vellvé de l'ONG GRAIN.

(1) Voir l'interview de Herbert Boh, responsable de la communication de la Banque mondiale dans Voice of America, 14 octobre 2008 : <http://tinyurl.com/6knzgg>

frais » pour construire des infrastructures rurales, moderniser des installations d'entreposage et de transport, industrialiser des activités ?

En août 2008, le premier ministre éthiopien déclare au *Financial Times* qu'il offrirait à des investisseurs saoudiens l'accès à des centaines de milliers d'hectares de terres agricoles dans un but de développement. Affaire vite conclue puisqu'en février 2009, les Saoudiens peuvent manger du riz produit sur des fermes saoudiennes en Éthiopie.

« Il est clair que derrière les discours vantant les accords gagnant-gagnant, le véritable but de ces contrats n'est pas un développement rural, mais seulement un développement agro-industriel qui engendre pauvreté des populations locales et destruction de l'environnement. Sur le long terme, comment cela se passera ? », s'inquiète Renée Vellvé.

**Cécile Koehler**

d'après le rapport de GRAIN  
([www.grain.org](http://www.grain.org))

(1) Filiale du groupe sud-coréen Daewoo, ce spécialiste de logistique et de transport assure depuis 2006 des projets de développement de ressources naturelles en Indonésie : plantation de maïs, huile à palme, caoutchouc, et mine de charbon.

(2) <http://terresmalgaches.info>

(3) Association mise en place en 1990 pour engager une phase d'action de la société civile contre l'érosion génétique des productions agricoles. Elle cherche à promouvoir la gestion durable de la biodiversité agricole fondée sur le contrôle exercé par les populations sur les ressources génétiques et les connaissances locales.

GRAIN, Girona 25, pral., E-08010, Barcelona, Espagne – Tél. : +34 933011381

## Exemples d'acteurs

### En Chine, une vision à long terme

Les paysans chinois parviennent à assurer l'indépendance alimentaire du pays. Mais les autorités anticipent une dégradation de la situation, en raison de l'industrialisation du pays, combinée à sa forte croissance démographique.

Avec 40 % des agriculteurs du monde mais seulement 9 % des terres agricoles au niveau mondial, il n'est pas surprenant que la sécurité alimentaire occupe une place importante dans l'agenda politique du gouvernement. Avec des réserves de devises étrangères de 1 800 milliards de dollars, la Chine a suffisamment d'argent pour investir à l'étranger. Pékin a signé ces dernières années une trentaine d'accords de coopération agricole pour offrir aux entreprises chinoises un accès aux terres agricoles des « pays amis » en échange de technologies, de formation et de fonds de développement d'infrastructures chinoises. Cela a lieu en Asie – notamment aux Philippines ou au Kazakhstan –

mais également dans toute l'Afrique, avec des projets très divers et complexes.

La stratégie chinoise d'accaparement des terres est une approche de prudence : le gouvernement répartit les risques pour assurer l'approvisionnement alimentaire du pays à long terme. La pression que font peser sur la Chine ses propres pertes de terres agricoles et de ressources en eau est si importante que « la Chine n'a pas d'autre choix » que d'aller à l'étranger, estime un expert de l'Académie chinoise des sciences agronomiques<sup>(1)</sup>.

La plus grande partie de l'activité agricole de la Chine à l'étranger est consacrée à la production de riz, soja et maïs, ainsi qu'à des cultures énergétiques comme la canne à sucre, le manioc ou le sorgho. Le riz produit à l'étranger est toujours du riz hybride, cultivé « à la chinoise », à partir de semences



Des Chinois montrent aux Libériens les « bienfaits » du riz hybride chinois. Avec ce type de riz, les paysans ne pourront plus garder les semences et seront obligés d'en racheter à chaque plantation...

chinoises importées. Souvent, les travailleurs locaux, engagés dans les exploitations agricoles chinoises, ne savent pas si le riz sert à nourrir leur propre

peuple ou les Chinois. Un ressentiment profond s'instaure, lié au côté secret de beaucoup de ces accords fonciers.

(Source : GRAIN)

(1) Cité par Li Ping, « Hopes and strains in China's overseas farming plan », *Economic Observer*, Pékin, 3 juillet 2008. <http://tinyurl.com/5hkzb6>

## La dernière crise alimentaire : un choc pour les États du Golfe

Les États du Golfe (Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie Saoudite et Émirats Arabes Unis) sont confrontés à une réalité très différente de celle de la Chine. Nations construites dans le désert, elles ne disposent que de peu de terres et de ressources en eau. Mais les énormes quantités de pétrole et d'argent que possèdent ces États leur donnent un moyen de pression puissant pour tirer leur alimentation de pays étrangers. Comme ils dépendent de l'étranger pour leurs ressources alimentaires (notamment de l'Europe) et que leurs devises sont liées au dollar américain (à l'exception du Koweït), la simultanéité de la hausse des prix alimentaires sur le

marché mondial et de la chute du dollar américain s'est traduite par une lourde facture de leurs importations alimentaires. En cinq ans, elle est passée de 8 à 20 milliards de dollars.

Lorsque la crise alimentaire a explosé, et que les livraisons de riz asiatiques ont été interrompues, les dirigeants du Golfe ont été pris de panique.

Les Émirats Arabes Unis, dont 80 % de la population est composée de travailleurs immigrés asiatiques qui consomment du riz, se sont regroupés pour conclure des accords, particulièrement dans les pays frères islamiques. Des capitaux et des contrats pétroliers seront fournis en échange de garanties pour

que leurs entreprises privées puissent avoir accès à des terres agricoles et réexporter la production chez eux.

Les États les plus visés sont le Soudan et le Pakistan, suivis par un certain nombre de pays en Asie du Sud-Est (Birmanie, Cambodge, Indonésie, Laos, Philippines, Thaïlande et Vietnam), la Turquie, le Kazakhstan, l'Ouganda, l'Ukraine, la Géorgie, le Brésil... La liste n'est pas close.

Les pénuries d'eau de plus en plus fréquentes incitent les Saoudiens à arrêter, d'ici 2016, la production de blé dans leur pays. Ils le cultiveront ailleurs et le transporteront, pourvu que la totalité du processus soit sous leur contrôle.

.../...

## « La meilleure couverture contre la récession pour les 10 à 15 ans qui viennent est un investissement dans les terres agricoles »

Reza Vishkai, responsable des alternatives à Insight Investment, juillet 2008  
(source : Newsletter, AgCapita Partners, Calgary, 25 juillet 2008. <http://tinyurl.com/6e9zjb>)

.../... Entre mars et août 2008, des gouvernements ou des consortiums industriels ont conclu des baux pour des millions d'hectares de terres agricoles. Les récoltes devraient démarrer dès cette année.

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a

jugé nécessaire de s'impliquer directement dans la gestion des relations publiques autour de cette question. « *Je ne vois pas d'inconvénient à ce que les Arabes fassent cet investissement* », s'est exclamé Jacques Diouf, directeur de la FAO, mais la terre, dit-il, est « *une patate chaude politique* ». Plusieurs membres du per-

sonnel de la FAO sont actuellement en poste dans le Golfe pour éviter que des « scandales intempestifs » ne résultent des manœuvres des États du Golfe<sup>(1)</sup>.

(Source : GRAIN)

(1) Wall Street Journal, 10 septembre 2008. <http://tinyurl.com/5uahmp>

## Le Japon s'appuie sur son secteur privé

Le Japon a fait le choix de compter sur les importations plutôt que sur son autosuffisance pour nourrir sa population : 60 % de son alimentation vient de l'étranger.

Sa stratégie est différente des autres pays accapareurs de terre. Il s'appuie entièrement sur son secteur privé pour organiser ses importations. Quant au gouvernement, il jongle avec les grandes lignes politiques par les accords de libre-échange, les traités d'investissements bilatéraux et les pactes de coopération pour le développement.

Cinq conglomérats commerciaux dominent le marché

agroalimentaire : Mitsubishi, Itochu, Mitsui, Marubeni et Sumitomo. Ils interviennent dans l'achat, la transformation, le transport, le commerce international et la vente au détail. Ils s'attachent prioritairement à répondre aux besoins du marché national japonais. Mais comme ce marché vieillit et est en recul, les firmes japonaises vont de plus en plus investir à l'étranger à la recherche d'une nouvelle croissance.

Selon plusieurs sources, des entreprises japonaises possèdent déjà 12 millions d'hectares de terres agricoles à l'étranger pour la production de denrées alimentaires et de cultures four-

ragères. Une partie se trouve en Chine, où en 2006 Asahi, Itochu et Sumitomo ont commencé à louer des centaines d'hectares de terres agricoles pour produire des aliments biologiques à destination des marchés chinois et coréens. En 2007, Asahi a donné une nouvelle dimension à son projet initial et a développé la première exploitation laitière japonaise en Chine. Un an plus tard, en septembre 2008, Asahi a profité de la tragédie du lait à la mélanine pour lancer son premier produit laitier liquide avec une majoration de prix de 50 % : le capitalisme du désastre dans toute sa splendeur ! Dans le

même temps, Itochu a bifurqué pour former une alliance avec COFCO, la plus grande entreprise chinoise de transformation et de commerce agricoles, qui pourrait déboucher sur des acquisitions de terres.

Des entreprises japonaises s'implantent également au Brésil. Fin 2007, Mitsui y a acheté 100 000 hectares (l'équivalent de 2 % des terres cultivées au Japon) pour la production de fèves de soja par le biais de sa participation à Multigrain SA, dont il possède maintenant 40 %.

(Source : GRAIN)

## Convoitises des Européens

Dans un article de *la Vie Agricole de la Meuse* sur la coopérative agricole Champagne céréales, un titre : « Cap sur l'Ukraine ». S'agirait-il d'un voyage de découverte de l'agriculture de ce pays ? Ou d'échanges avec une association ukrainienne ? Pas du tout. « *Champagne céréales a décidé de s'implanter solidement en Ukraine, et va investir dix millions d'euros en cinq ans dans la col-*

*lecte.* » Et ce n'est pas tout : « *Pour aller plus loin, la coopérative a créé UCD : Ukraine Céréales Développement. Il s'agit d'accompagner les agriculteurs désireux de s'implanter là-bas.* »

Cette démarche me semble encore plus condamnable que la reprise d'Arcelor par Mittal. Quel respect pour les Ukrainiens ? Le rôle d'une coopérative est d'assurer la commercialisation de la pro-

duction des adhérents, et la fourniture de produits et de services. Pas de pousser ses adhérents à coloniser les pays en cours de structuration, à fort potentiel agricole. L'élévation du niveau de vie des pays de l'Est, le respect de leur souveraineté alimentaire demande un effort particulier de l'Union européenne, des soutiens. Mais pas de telles démarches spoliatrices.

### Pourquoi un tel engouement ?

Depuis un an, l'Ukraine a aboli le moratoire qui interdisait la vente et l'achat de terre agricole, y compris par et pour des locaux. En Roumanie, 100 000 hectares sont travaillés par des étrangers, notamment des Espagnols, des Libanais des Autrichiens et des Italiens. Cet intérêt soudain est lié aux surfaces d'un seul tenant qu'il est possible de trouver, allant de 100 à 50 000 hectares, à la qualité des sols peu pollués (possibilité d'agriculture biologique) et aux prix des terres, au moins cinq fois moins chères qu'en Europe occidentale.

**Antoine La Marle,**

porte-parole de la Confédération paysanne de la Meuse

Article tiré d'Info Paysans n° 109 janvier/février 2008 (journal départemental de la Confédération paysanne)

## Vu du côté des paysans

### « Comme si nous nous débarrassions de nos problèmes sur les autres »

**GRAIN a rencontré Han Young Me, responsable de l'Association des paysannes de Corée (KWPA), afin de mieux saisir la position des Coréens sur l'offensive de leur gouvernement incitant les sociétés privées à produire à l'étranger l'alimentation nécessaire au pays.**

#### Quels ont été les débats en Corée sur le projet d'accord entre la firme coréenne Daewoo et le gouvernement de Madagascar<sup>(1)</sup> ?

La plupart des Coréens ne sont pas informés de l'accord entre Daewoo et Madagascar car les médias coréens ne s'y sont pas tellement intéressés. Je n'étais moi-même pas au courant de ce qui s'était passé avant d'être interrogée par GRAIN.

Beaucoup de Coréens sont dans une attitude d'acceptation vis-à-vis de la politique du président Lee Myung-Bak, qui vise à assurer l'approvisionnement alimentaire du pays par des cultures à l'étranger. Ils savent qu'il y a des problèmes de sécurité alimentaire dans d'autres pays car ils ont vu des reportages sur les émeutes urbaines en Afrique ou ailleurs. L'idée du gouvernement est d'avoir accès à une alimentation bon marché dans d'autres pays, particulièrement pour des produits servant à l'alimentation du bétail. Pour cela, il mène une politique de soutien actif aux grandes entreprises coréennes qui vont produire à l'étranger les produits agricoles nécessaires aux besoins nationaux.

#### Comment les agriculteurs coréens analysent-ils ce type de stratégie de « sécurité alimentaire » ?

Le taux d'autosuffisance alimentaire en Corée, riz compris, est d'environ 25 %. Sans tenir compte du riz, nous importons 95 % de notre alimentation. Le gouvernement se sert de ce faible taux d'autosuffisance pour justifier sa politique. Au lieu de mettre en exploitation les terres de bonne qualité agricole en Corée, il offre les terres disponibles pour le développement industriel. Il devrait plutôt réfléchir à la façon d'assurer l'autosuffisance de la Corée et travailler aux côtés des paysans.

En 2008, de nombreux agriculteurs n'ont pas assuré leurs récoltes, laissant les cultures pourrir dans les champs car ils n'avaient pas réussi à joindre les deux bouts, ni à



Photo : Jean-Marc Desfilhes

Promouvoir la souveraineté alimentaire est une des priorités de l'Association des paysannes de Corée. Sur le dossier de l'accaparement des terres, elle effectue un véritable travail de formation pour montrer aux Coréens que ce type d'agriculture à l'étranger ne se fait ni dans l'intérêt du pays, ni du leur.

trouver un marché pour vendre leurs produits ! Les organisations agricoles estiment que l'agriculture à l'étranger n'est pas la réponse à l'insécurité alimentaire. Par contre, il est urgent de valoriser l'autosuffisance au niveau national.

#### Comment cette lutte à propos de « l'autosuffisance alimentaire » et de « la sécurité alimentaire » s'articule-t-elle avec la lutte plus globale en faveur de la « souveraineté alimentaire » dans laquelle des groupes comme KWPA sont engagés ?

Avant que Via campesina n'ait commencé à militer en faveur de la souveraineté alimentaire, les organisations agricoles se polarisaient sur la sécurité alimentaire nationale. Nous pensions que nous devions nous préparer à une situation où l'alimentation serait utilisée comme une arme. C'est ce qui s'est passé en 2008 lorsque nous avons été confrontés à la crise alimentaire : des pays ont suspendu leurs exportations. Même si nous avons

de l'argent, nous ne pouvons acheter des produits alimentaires.

Nous dépendons de l'étranger non seulement pour la nourriture mais aussi pour les équipements agricoles, l'approvisionnement pétrolier et les semences. Comment réduire cette dépendance vis-à-vis de l'étranger et maintenir le droit à une alimentation saine des populations ? Le gouvernement doit protéger le droit de production des agri-

culteurs. C'est cela la souveraineté alimentaire. La première étape est d'augmenter le taux d'autosuffisance.

KWPA mène actuellement une campagne pour récupérer dans toute la Corée des semences indigènes qui ont été oubliées. Une bonne manière pour stopper les productions OGM, augmenter la biodiversité au niveau local, faciliter l'autosuffisance et développer les droits des agricultrices.

#### Pensez-vous qu'à travers le contrat Daewoo et d'autres, la Corée puisse imposer un modèle de production agricole à d'autres pays, nuisible pour la paysannerie locale ?

Depuis la révolution verte, en moins de quarante ans, les agriculteurs coréens ont été obligés d'adapter leurs exploitations, ou de quitter la terre. Aujourd'hui, très fortement endettés, les agriculteurs produisent pour des filières agro-industrielles. Même si la plupart d'entre eux exploitent leurs propres .../...

## « L'astuce ici est de ne pas se contenter de moissonner des récoltes mais de moissonner de l'argent »

Mikhail Orlov, fondateur de Black Earth Farming et ancien directeur Capital-investissement chez Carlyle et Invesco, septembre 2008  
(Source : *Financial Times*, Londres, 30 septembre 2008. <http://tinyurl.com/6yxebd>)

.../... terres, celles-ci sont utilisées en garantie pour des prêts. Très souvent, les seuls revenus de l'agriculture ne suffisant pas, ils doivent mener deux ou trois autres activités parallèlement.

Probablement, les agriculteurs malgaches vivront ce type de situation si Daewoo réalise son projet. Semences hybrides, OGM, plantations en monoculture leur seront imposés. En aucune manière, l'accord ne développera le nombre d'emplois à Madagascar.

Ce n'est pas nous, les agriculteurs coréens, qui créons cette situation, mais c'est un peu comme si nous nous débarassions de nos problèmes sur les autres. Nous nous sentons donc coupables par rapport aux agriculteurs de Madagascar.

En Corée, les paysans sont habitués à s'en prendre au gouvernement et pas aux grandes entreprises. Maintenant, le mouvement paysan doit changer et s'attaquer au capital transnational.

*D'après une interview de GRAIN, le 4 décembre 2008  
(voir l'interview complète sur le site et la vidéo associée sur [www.grain.org/videos/index.cfm?id=196](http://www.grain.org/videos/index.cfm?id=196))*

(1) Affaire qui éclate le 17 novembre 2008, voir p II-III de ce n°.

## Les crédits carbone : de nouvelles inquiétudes

**La sécurité alimentaire n'est pas le seul prétexte au nom duquel les nations riches s'accaparent les terres des pays pauvres. Témoignage d'un paysan indonésien.**

**E**n décembre dernier, Sarwadi Sukiman, paysan de Sumatra, est allé à Poznan (Pologne) avec une délégation de Via campesina pour assister à la conférence des Nations unies sur les changements climatiques.

Sarwadi vient d'un village situé dans le département de Muara Jambi. Pendant les années quatre-vingt, le développement d'exploitations forestières industrielles a exproprié les peuples indigènes de cette région.

En 2002, quand la concession sur la forêt du village de Sarwadi est arrivée à terme, le terrain est resté nu. Les paysans l'ont repris pour produire du riz, des haricots et des fruits. Mille cinq cents familles se sont peu à peu réorganisées en lien avec le Syndicat paysan indonésien (SPI), mettant en culture une centaine de milliers d'hectares.

Aujourd'hui, quelques ONG environnementales locales et

internationales, regroupées dans le consortium PT Rek, ont obtenu du gouvernement indonésien un bail de cent ans pour « protéger » la forêt tropicale du département. Les paysans sont expropriés de leurs terres. On les a contraint de signer une lettre dans laquelle ils acceptent de quitter les lieux et ne jamais y revenir.

En novembre 2008, le Prince de Galles est invité à Sumatra pour voir les efforts de reforestation du gouvernement indonésien, et rend visite au consortium d'ONG. En mettant à profit la couverture médiatique de cet événement, Dieter Hoffmann, responsable du programme international Birdlife International, annonce que la forêt de Jambi pourrait absorber autant de carbone que les émissions annuelles de Manchester. Pour cette raison, le projet du consortium devrait bénéficier de REDD (Réduction d'émissions issues



À Sumatra (Indonésie), se multiplient les plantations de palmiers à huile dont on tire un agrocarburant que veulent utiliser l'Europe, la Chine et l'Inde. Produit à partir de plante, celui-ci devrait permettre d'éviter les émissions de CO<sub>2</sub> du pétrole auquel ils se substituent. Axiome totalement faux s'il a fallu auparavant défricher par le feu des pans entiers de forêt !

de la déforestation et de la dégradation).

Sarwadi et les autres paysans membres de Via campesina présents à Poznan dénoncent ce type de mécanismes qui enlève l'usage de la terre aux paysans. La déforestation, une des causes principales du réchauffement mondial, est la faute des firmes privées s'octroyant le droit d'exploiter la forêt à des fins commerciales. Elle devrait rester sous le contrôle des villageois qui peuvent la gérer d'une façon durable.

Pour les paysans de Via campesina, la conférence aurait dû

se concentrer, non pas sur les plans de commerce de carbone, mais sur la mise en application de nouvelles initiatives qui visent à changer le modèle de production. Il faut donner la priorité à la production alimentaire locale et à des agricultures durables à petite échelle. La souveraineté alimentaire est un moyen essentiel pour surmonter la crise climatique.

**Morgan Ody,**  
ancienne animatrice  
de la Coordination européenne  
Via campesina

## Perspective

# Le monde a besoin de tous ces paysan-ne-s pour un monde sans faim

**L'accès et l'usage de la terre concernent en priorité les millions de paysan-ne-s grossissant chaque jour le nombre d'affamés, variables d'ajustement nécessaire à la bonne marche du système capitaliste. Pourtant, nous pouvons encore agir : des leviers existent pour activer de nouvelles politiques foncières.**

« Ne soyez pas stupide : achetez en temps de crise ! Échappez à la crise en investissant dans l'alimentaire, il y aura toujours de la faim dans le monde ». Voici ce que l'on peut lire sur des immenses panneaux de publicité le long des routes du Chili !

Au milieu de la tourmente des crises, la terre est devenue une valeur refuge, objet de toutes les convoitises, colonisée sans vergogne par des acteurs peu scrupuleux.

L'accès et l'usage de la terre, pour qui ? Pour quoi ? Quelles utilisations et quels droits doivent prévaloir sur la terre agricole et les ressources ? Quelle agriculture voulons-nous, pour quelle alimentation ? Telles sont les questions de fond que nous devons nous poser.

Le non accès à la terre et l'élimination continue des paysan-ne-s sont à l'œuvre tous les jours, aussi sur nos territoires.

Depuis la première loi d'orientation agricole de 1962, en France, les grandes lignes ont été définies : concentrer et spécialiser. Résultat : 60 000 hectares de terres agricoles disparaissent chaque année.

Les différentes réformes de la Pac renforcent l'accaparement des terres agricoles, offrant des opportunités d'agrandissement et de rentes à une poignée de

nantis. Par contre, de plus de plus de porteurs de projets souhaitant développer une activité agricole sur des surfaces d'un à trente hectares ne trouvent ni terre, ni logement.

Malgré tout, des outils existent.

En prenant comme postulats « Paysan, métier d'utilité publique pour se nourrir et alimenter localement », « La terre est un bien commun » et « L'agriculture est l'affaire de tous », nous pouvons encore agir !

L'action passe par la lutte foncière et juridique (voir CS n°237), de nouvelles relations entre producteurs et consommateurs et l'implication dans de nouvelles gouvernances avec les collectivités territoriales. Il nous faut montrer que le droit d'usage des terres peut se gérer collectivement, tout en pratiquant une agriculture paysanne. De nombreuses initiatives se réalisent qu'il faut mutualiser, de nouvelles formes de gestion des terres peuvent se



Sur le Larzac, en Aveyron : diverses formes de gestion collective des terres peuvent se développer pour maintenir et installer des paysans.

Photo : Georges Bartoli

développer pour maintenir et installer des paysans : de la Société civile du Larzac à la création de Terres de Liens, en passant par des associations foncières ou des initiatives autour d'amaps...

Des possibilités existent pour activer les outils entre collectivités territoriales, syndicat et porteurs de projets<sup>(1)</sup>. En janvier 2008, la Confédération paysanne de la Manche inaugurerait son nouveau site internet<sup>(2)</sup>, avec la rubrique intitulée « Publicité foncière », mettant à disposition des informations sur les transactions foncières par souci de transparence et d'équité. Les militants doivent s'impliquer dans les commissions foncières locales, les établissements publics fonciers, même sans invitation ! Ils doivent réclamer les notifications à la Safer et les diffuser, et bien sûr aller sur le terrain, soutenir les exclu-e-s de l'accès au foncier.

Les terres agricoles sont un enjeu de société, et c'est collectivement que nous devons y répondre.

**Chantal Jacovetti,**  
paysanne en Lozère

(1) Voir le document foncier agricole : les outils des collectivités territoriales sur [www.confplr.org](http://www.confplr.org)  
(2) [www.conf-manche.fr](http://www.conf-manche.fr)

## Le droit à la terre n'est pas le droit à la propriété

Il est urgent de repenser la notion de réforme agraire pour le droit de chaque pays d'agir dans le cadre de la souveraineté alimentaire. Il faut en finir avec la vision élitiste de la propriété privée qui a détruit les formes de gestion communautaire. La propriété ne règle en rien la nécessaire sécurisation de l'usage des terres. Elle ne profite qu'à ceux qui ont les moyens d'acheter, et de ce fait confisquent les terres des autres. Et à contrario quand un propriétaire vend par obligation, il n'a même plus l'assurance de pouvoir se nourrir grâce à un lopin. Il a fallu cent cinquante-sept ans pour sécuriser le droit d'usage via les lois de 1946 sur le fermage, et déjà la loi d'orientation agricole de 2005 y porte atteinte.

Les politiques foncières sont à la fois le fruit d'une histoire, d'une culture et de conflits, sous le couvert de partenariat public ou privé. Elles sont aussi sous le joug de la dérégulation des échanges qui joue sur le jeu de l'import et de l'export selon les lois du marché imposant des règles inhumaines !